



Entre 2010 et 2015, les inégalités de patrimoine se réduisent légèrement

Début 2015, la moitié des ménages vivant en France possèdent plus de 158 000 euros de patrimoine brut et concentrent 92 % des avoirs patrimoniaux des ménages. Les 10 % les mieux dotés disposent d'au moins 595 700 euros de patrimoine brut et détiennent près de la moitié de la masse totale de celui-ci. Les 1 % des ménages les plus aisés en matière de patrimoine possèdent chacun plus de 1,95 million d'euros d'actifs. À l'opposé, les 10 % de ménages les moins dotés détiennent chacun moins de 4 300 euros de patrimoine et collectivement moins de 0,1 % de la masse totale. Le montant des actifs accumulés varie selon la position des membres des ménages dans le cycle de vie, mais aussi selon leur catégorie socioprofessionnelle : détenteurs d'actifs professionnels, les ménages d'indépendants ont en moyenne un patrimoine plus élevé que les ménages de salariés. Entre début 2010 et 2015, en excluant le patrimoine relatif aux véhicules, à l'équipement de la maison, aux bijoux et aux œuvres d'art, les inégalités globales de patrimoine mesurées par l'indice de Gini ont légèrement diminué. Elles se sont cependant accentuées parmi les ménages les plus modestes.

Les ménages les plus jeunes ont su profiter de taux bas pour accéder à la propriété : le poids de l'immobilier a ainsi augmenté de 6 points en cinq ans pour atteindre, début 2015, 70 % de la valeur de leur patrimoine privé brut (hors biens durables et de valeur).

Aline Ferrante, David Guillas, Rosalinda Solotareff, division Revenus et patrimoine des ménages, Insee

Début 2015, la moitié des ménages vivant en France déclarent un patrimoine brut (*définitions*) supérieur à 158 000 euros (*figure 1*). Les 10 % de ménages les mieux dotés en patrimoine (D9) possèdent au minimum 595 700 euros d'actifs, alors que les 10 % les plus modestes (D1) en détiennent au maximum 4 300 euros chacun, soit 139 fois moins. Les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus marquées que celles des revenus. À titre de comparaison, en 2014, le revenu maximal des 10 % de ménages les plus modestes est 4,6 fois moins élevé que le revenu minimum des 10 % les plus aisés.

Les 10 % de ménages les mieux dotés concentrent 47 % de la masse de patrimoine brut de l'ensemble des ménages alors que les 10 % de ménages aux revenus les plus importants détiennent 26 % de la masse totale des revenus disponibles.

Les 5 % les mieux dotés en patrimoine en disposent à eux seuls de 33 % et les 1 % en rassemblent 16 % (*figure 2*). Les ménages de ce dernier centile possèdent chacun au moins 1 953 000 euros de patrimoine brut. À l'opposé, la moitié des ménages les moins dotés détiennent 8 % du patrimoine brut, et les 10 % les plus modestes seulement 0,07 %.

L'immobilier reste la composante la plus importante du patrimoine brut

Début 2015, le patrimoine brut des ménages est, comme début 2010, principalement constitué de biens immobiliers (61 %). Pour la moitié des ménages détenteurs, l'immobilier représente plus de 80 % de leur patrimoine brut total. La résidence principale est la composante essentielle du patrimoine immobilier brut : elle représente

85 % de la valeur des biens immobiliers des ménages en détenant. En France, près de six ménages sur dix sont propriétaires ou accédants à la propriété de leur résidence principale. Cependant, seul un quart des ménages faisant partie des 50 % les moins bien dotés en patrimoine sont dans ce cas, contre la quasi-totalité (95 %) des 10 % des ménages les plus riches. Les propriétaires et accédants de leur résidence principale disposent d'un patrimoine brut dont le montant moyen est 7,5 fois plus élevé que celui des locataires et des personnes logées gratuitement. Néanmoins, plus d'un tiers des ménages propriétaires sont accédants et doivent encore rembourser des emprunts. Une fois déduit l'endettement, l'écart entre le patrimoine net (*définitions*) moyen des propriétaires occupants et celui des locataires (ou logés gratuitement) est plus faible,

notamment pour les ménages les plus jeunes. Ainsi, chez les moins de 30 ans, cet écart chute de 7 à 3,9 quand on passe du patrimoine brut au patrimoine net. Pour ces jeunes ménages, cet écart, même réduit, reste cependant important : pour accéder à la propriété, il faut présenter une situation suffisamment solide en matière de revenus et d'emploi, mais aussi disposer d'un apport personnel. Pour les ménages dont la personne de référence est âgée de 70 ans ou plus, le patrimoine brut, comme le patrimoine net, est en moyenne 6,4 fois plus élevé pour les propriétaires que pour les non-propriétaires : à ces âges, la plupart des ménages propriétaires ont en effet terminé de rembourser leurs éventuels emprunts.

Jusqu'à 70 ans, le montant du patrimoine augmente avec l'âge, puis décroît ensuite

De manière générale, le montant du patrimoine détenu par les ménages, brut comme net, croît avec l'âge de la personne de référence jusqu'à 70 ans, puis décroît ensuite. Ainsi, le patrimoine net moyen passe de 37 400 euros pour les ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans à 340 600 euros pour les ménages dont la personne de référence a entre 60 ans et 69 ans, pour retomber à 286 100 euros pour les ménages les plus âgés (figure 1). Le patrimoine suit généralement une logique d'accumulation avec l'âge puis de désaccumulation au moins partielle. Le profil d'accumulation peut être affecté par de nombreux événements professionnels et familiaux, comme les héritages et les donations reçues. Les ménages bénéficiaires de ces transmissions disposent généralement d'un patrimoine plus élevé : pour la moitié d'entre eux, il s'élève à plus de 242 900 euros contre 72 100 euros pour la moitié de ceux qui n'en ont pas bénéficié.

Un patrimoine plus important et plus diversifié pour les indépendants que pour les salariés

Au-delà des effets d'âge et de revenus, les logiques d'accumulation patrimoniale et les motifs d'épargne (investissement, précaution, etc.) diffèrent nettement entre salariés et non-salariés. Les ménages dont la personne de référence ou son conjoint est un indépendant (actif ou retraité) possèdent ainsi un patrimoine brut en moyenne beaucoup plus élevé que celui du reste de la population, respectivement 574 900 euros contre 210 800 euros début 2015. L'effort d'épargne destiné à financer des investissements professionnels est souvent important pour les ménages d'indépendants en activité : en moyenne, 32 % de leur patrimoine brut est composé d'actifs professionnels, pour la plupart (86 % de la valeur totale de ces actifs) directement liés à leur activité. Ils s'en défont au moment du passage à la retraite, notamment par le biais de donations dans le cadre familial : la part du patrimoine

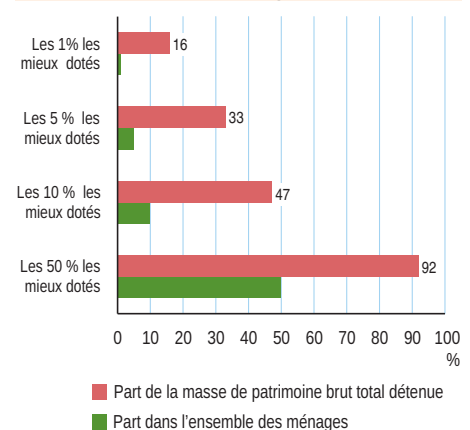
1 Montants de patrimoines brut et net début 2015

	Patrimoine brut				Patrimoine net			
	Moyen	Médian	D9	D1	Moyen	Médian	D9	D1
Âge de la personne de référence du ménage								
Moins de 30 ans	61 500	17 300	191 700	2 400	37 400	14 100	90 200	1 200
De 30 à 39 ans	191 400	137 100	437 800	3 600	121 800	57 100	304 300	2 400
De 40 à 49 ans	283 400	186 600	625 700	4 000	225 700	113 200	500 100	2 200
De 50 à 59 ans	327 200	204 700	750 300	4 300	291 400	172 400	672 000	2 700
De 60 à 69 ans	354 100	219 400	726 100	7 200	340 600	211 800	696 200	6 100
70 ans et plus	287 900	157 000	616 400	7 000	286 100	157 000	610 000	7 000
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage								
Agriculteur	1 040 000	599 900	1 711 000	172 600	920 200	510 500	1 292 000	125 700
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	574 700	293 700	1 150 000	17 100	491 100	218 500	980 200	12 900
Profession libérale	749 500	497 700	1 619 000	74 100	615 100	377 900	1 447 000	34 000
Cadre	392 100	299 700	826 600	19 000	313 900	204 600	711 900	13 300
Profession intermédiaire	221 400	183 200	461 600	7 800	167 800	88 600	404 500	4 300
Employé	123 300	29 300	326 200	2 300	98 100	24 800	279 700	1 600
Ouvrier qualifié	134 400	99 700	301 600	3 300	100 000	42 000	263 500	2 200
Ouvrier non qualifié	90 100	20 200	243 300	1 400	72 400	16 400	223 500	1 100
Retraité :								
ancien agriculteur	373 600	177 500	671 000	43 600	369 300	177 500	653 700	43 600
ancien artisan, commerçant, chef d'entreprise	475 000	253 000	953 700	14 800	464 600	250 700	937 300	12 100
ancien cadre ou profession libérale	583 200	407 200	1 072 000	97 400	574 400	396 100	1 072 000	94 400
ancien salarié	210 200	149 600	449 300	4 100	205 600	145 300	443 600	3 800
Autre inactif	103 800	6 900	241 000	800	100 500	6 500	238 900	400
Type de ménage								
Personne seule	173 800	73 100	396 500	2 400	162 000	63 900	368 000	1 800
Famille monoparentale	134 600	20 000	353 000	1 600	113 500	15 600	274 800	800
Couple sans enfant	352 700	233 600	718 900	14 300	328 700	212 600	689 300	12 000
Couple avec enfant(s)	358 900	236 200	744 300	10 300	283 800	145 900	602 300	6 500
Autres cas	250 900	112 400	492 700	2 700	233 000	92 600	491 600	2 300
Ensemble	269 100	158 000	595 700	4 300	235 900	113 900	534 800	3 000

Note : D1 : 10 % des ménages ont moins ; D9 : 10 % des ménages ont plus ; Médian : 50 % des ménages ont moins, 50 % ont plus. Lecture : début 2015, les ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 30 ans détiennent en moyenne 61 500 euros de patrimoine brut. Par ailleurs, 10 % des ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 30 ans ont un patrimoine net supérieur à 90 200 euros. Le patrimoine net correspond au patrimoine brut, dont on a déduit les éventuels emprunts privés et/ou professionnels encore en cours. Champ : ménages ordinaires résidant en France, y compris DOM (hors Mayotte). Source : Insee, enquête Patrimoine 2014-15.

professionnel (*définitions*) dans le patrimoine brut des ménages d'indépendants retirés des affaires ou retraités n'est plus que de 10 %. La majorité de ce patrimoine est alors non exploité professionnellement (81 %). De fait, alors que le patrimoine brut moyen des ménages d'indépendants en activité (623 000 euros début 2015) est très supérieur à celui de la plupart des ménages de salariés actifs (190 600 euros), l'écart est légèrement moindre parmi les retraités : les ménages d'anciens indépendants détiennent en moyenne 481 600 euros de patrimoine brut et les ménages non indépendants où la personne de référence est anciennement salariée 254 100 euros. Par ailleurs, exposés à des fluctuations de revenus plus fortes que les salariés et bénéficiant de droits à la retraite plus restreints, les ménages d'indépendants, notamment en activité, sont plus enclins à épargner. Ainsi, 13 % d'entre eux (et 10 % de ceux retirés des affaires ou retraités), contre 5 % des autres ménages, détiennent un patrimoine privé diversifié. Ce patrimoine est alors composé à la fois d'au moins un livret d'épargne, d'un produit d'épargne-logement,

2 Répartition de la masse totale de patrimoine brut entre les ménages début 2015



Lecture : début 2015, les 10 % de ménages les mieux dotés en patrimoine détiennent 47 % de la masse totale de patrimoine brut, tandis que le reste des ménages détient 53 % de la masse totale.

Champ : ménages ordinaires résidant en France, y compris DOM (hors Mayotte). Source : Insee, enquête Patrimoine 2014-15.

d'un produit d'assurance-vie ou d'épargne retraite, d'un bien immobilier et de valeurs mobilières.

	Patrimoine financier				Patrimoine immobilier*				Patrimoine professionnel*			
	Moyen	Médian	D9	D1	Moyen	Médian	D9	D1	Moyen	Médian	D9	D1
Âge de la personne de référence du ménage												
Moins de 30 ans	14 500	4 900	33 900	300	33 100	0	146 800	0	3 500	0	0	0
De 30 à 39 ans	26 900	7 500	61 900	400	128 500	82 700	300 500	0	17 900	0	11 300	0
De 40 à 49 ans	38 700	10 400	99 400	300	171 300	136 500	411 300	0	53 600	0	40 000	0
De 50 à 59 ans	63 500	11 800	128 400	300	202 900	146 000	480 000	0	38 600	0	48 500	0
De 60 à 69 ans	80 300	18 600	153 400	500	216 400	159 000	484 500	0	31 800	0	9 600	0
70 ans et plus	82 700	19 500	163 600	700	167 100	107 000	392 400	0	13 700	0	2 100	0
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage												
Agriculteur	83 900	44 000	203 200	2 300	265 300	187 300	547 200	0	664 100	263 100	874 500	30 000
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	119 600	14 900	185 300	500	276 100	192 000	653 900	0	147 300	26 300	338 800	0
Profession libérale	201 700	71 600	464 600	3 700	410 300	296 000	905 800	0	107 600	0	323 700	0
Cadre	77 100	31 100	168 400	3 400	276 500	222 000	643 300	0	12 900	0	2 600	0
Profession intermédiaire	36 200	13 600	75 200	900	155 000	138 500	345 600	0	9 600	0	600	0
Employé	17 600	3 800	42 700	200	79 800	0	241 400	0	11 900	0	0	0
Ouvrier qualifié	14 600	4 100	36 300	300	101 700	65 000	243 700	0	2 300	0	0	0
Ouvrier non qualifié	13 200	2 200	30 300	100	61 500	0	200 000	0	2 500	0	0	0
Retraité	100 100	23 700	140 100	2 600	154 900	100 000	358 900	0	103 400	0	127 700	0
ancien agriculteur												
ancien artisan, commerçant, chef d'entreprise	132 900	28 000	320 100	900	261 600	166 900	570 000	0	51 600	0	28 400	0
ancien cadre ou prof. libérale	164 700	58 000	369 700	4 000	351 700	262 400	762 800	0	14 200	0	1 600	0
ancien salarié	47 700	13 300	104 700	400	137 700	106 800	309 800	0	5 900	0	0	0
Autre inactif	33 600	1 300	34 900	100	58 700	0	168 900	0	3 800	0	0	0
Type de ménage												
Personne seule	46 600	8 600	96 300	300	100 400	26 800	258 500	0	13 300	0	0	0
Famille monoparentale	23 600	2 400	44 000	200	82 000	0	255 500	0	16 200	0	0	0
Couple sans enfant	78 600	21 200	157 300	1 000	221 200	170 000	475 900	0	23 800	0	25 000	0
Couple avec enfant(s)	54 900	13 000	107 200	600	220 700	178 600	490 500	0	57 500	0	62 700	0
Autre cas	55 100	8 800	95 100	300	152 700	62 600	374 600	0	21 600	0	17 100	0
Ensemble	55 300	11 600	109 000	400	164 200	111 000	397 100	0	28 500	0	11 700	0

* Il s'agit du montant du patrimoine immobilier (resp. professionnel), dont on n'a pas déduit les éventuels emprunts en cours liés à l'acquisition d'un bien immobilier (resp. professionnel).

Note : D1 (1^{er} décile) : 10 % des ménages ont moins ; D9 (9^e décile) : 10 % des ménages ont plus ; Médian : 50 % des ménages ont moins, 50 % ont plus.

Lecture : début 2015, 10 % des personnes seules ont un patrimoine immobilier supérieur à 258 500 euros.

Champ : ménages ordinaires résidant en France, y compris DOM (hors Mayotte).

Source : Insee, enquête Patrimoine 2014-15.

Parmi les ménages non indépendants de salariés en activité, les inégalités de patrimoine sont, comme les disparités salariales, très marquées entre catégories socioprofessionnelles : le patrimoine brut moyen des cadres est ainsi 4 fois supérieur à celui des ouvriers non qualifiés.

Les inégalités de patrimoine baissent peu mais s'accroissent parmi les ménages modestes

À champ comparable (*encadré*), les ménages vivant en France détiennent en moyenne, début 2015, 248 000 euros de patrimoine brut hors reste, *i.e.* hors véhicules, équipements de la maison, bijoux et œuvres d'art (+0,5 % en euros courants par rapport à début 2010). La moitié d'entre eux déclarent un montant total d'actifs hors reste supérieur à 144 600 euros, seuil en hausse de 2,5 % en euros courants.

Les inégalités de patrimoine brut hors reste baissent très légèrement : l'indice de Gini (*définitions*) s'établit début 2015 à 0,653 contre 0,662 début 2010. D'une part, la concentration du patrimoine détenu par les ménages du dernier décile (D9) s'est réduite. En particulier, la part de la masse totale de patrimoine brut hors reste détenue par les 1 % de ménages les mieux dotés a décliné de 1,5 point depuis début 2010. D'autre part, les inégalités se sont également réduites parmi

les ménages dont le patrimoine brut hors reste est supérieur au premier quartile (Q1) mais inférieur à la valeur médiane (Q2). Le rapport interquartile Q2/Q1 (*définitions*) a ainsi diminué de 22 %.

Cependant, la situation relative des ménages en bas de l'échelle des patrimoines s'est détériorée entre début 2010 et 2015. Le patrimoine moyen des 10 % de ménages les moins dotés, presque intégralement constitué de comptes-chèques et de livrets d'épargne réglementée, a en effet fortement diminué depuis début 2010 (-30,2 %). Leur montant est ainsi passé de 250 euros en 2010 à 150 euros en 2015 pour les comptes-chèques (évalués le 15 du mois), et de 110 euros à 90 euros pour les livrets d'épargne réglementée. Au total, le rapport interdécile D9/D1 (*définitions*) a augmenté d'un tiers sur la période. Par ailleurs, au sein de ces 10 % de ménages les moins dotés, l'inégalité patrimoniale s'est fortement accentuée avec un indice de Gini progressant de 0,523 à 0,684 entre début 2010 et 2015.

Progression de l'immobilier chez les ménages les plus jeunes

Début 2015, la composition moyenne du montant de patrimoine privé brut des ménages (hors biens durables, objets de valeur et œuvres d'art) reste identique à celle de début 2010 : un quart d'actifs financiers et trois quarts d'actifs

immobiliers. De manière générale, jusqu'à 60 ans, la part du patrimoine immobilier croît avec l'âge de la personne de référence puis décroît ensuite (*figure 3*). Le poids de l'endettement immobilier est maximal parmi les ménages les plus jeunes et diminue progressivement avec l'âge. Jusqu'à 50 ans, il est essentiellement lié à l'acquisition de la résidence principale ; par la suite, il concerne également l'achat d'autres biens immobiliers.

Entre début 2010 et 2015, à la faveur d'un contexte de taux bas qui a encouragé le recours à l'emprunt, le poids des dettes de nature immobilière (principalement liées à l'acquisition de la résidence principale) a augmenté en moyenne de près de 2 points pour atteindre 12,5 % de la valeur du patrimoine privé brut des ménages. Ainsi, début 2015, ces dettes représentent 17 % du patrimoine immobilier brut des ménages (+2,5 points en cinq ans). Sur la période, le nombre d'accessions à la propriété a en effet progressé parmi les ménages les plus jeunes : la part de propriétaires accédants de leur résidence principale, stable dans l'ensemble de la population, a augmenté de 4,2 points chez les moins de 30 ans pour atteindre 14,6 % début 2015. À cette date, 70 % du patrimoine privé brut de ces jeunes ménages est d'ordre immobilier (contre 64 % début 2010). Les deux tiers de la valeur de leurs biens immobiliers

restant à rembourser, le poids de cet endettement dans leur patrimoine privé brut a progressé de près de 9 points entre début 2010 et 2015 pour atteindre 46 %. Pour autant, la valeur de leur patrimoine immobilier net est stable, tout comme pour l'ensemble des ménages.

Sources

Les enquêtes **Patrimoine** de l'Insee permettent depuis 1986 de décrire les biens immobiliers, financiers et professionnels des ménages ainsi que leur endettement et leurs parcours familial et professionnel. Depuis l'édition 2009-10, l'enquête permet également d'évaluer la valeur de leurs véhicules, biens durables, bijoux et œuvres d'art ; les hauts patrimoines sont surreprésentés dans l'échantillon et les départements d'outre-mer (DOM, hors Mayotte) ont été intégrés au champ de l'enquête. La dernière édition 2014-15 a été réalisée d'octobre 2014 à février 2015 auprès d'un échantillon d'environ 20 000 ménages ordinaires, représentatif de la France entière. Un peu plus de 12 000 ménages y ont répondu. Les données ici présentées sont fondées sur les réponses de ces ménages, avant calage sur les masses des comptes de patrimoine de la comptabilité nationale. Deux organismes publics ont cofinancé la réalisation de l'enquête : la Banque de France et la Caisse des dépôts et consignations. L'enquête s'inscrit désormais dans un cadre européen ; en partenariat avec la Banque de France, l'Insee produit les données de l'enquête Patrimoine qui servent à renseigner la partie française du *Household Finance and Consumption Survey (HFCS)*, dispositif d'harmonisation des enquêtes sur le patrimoine piloté par la Banque centrale européenne.

Définitions

Patrimoine brut : il s'agit du montant total des actifs détenus par un ménage incluant la résidence principale, les éventuelles résidences secondaires, l'immobilier de rapport - c'est-à-dire rapportant un revenu foncier -, les actifs financiers du ménage, et les actifs professionnels lorsque le ménage a une activité d'indépendant à titre principal ou secondaire. Il inclut également les biens durables

Une meilleure prise en compte des biens durables et des objets de valeur détenus par les ménages

Dans l'édition 2014-15 de l'enquête Patrimoine, la méthode utilisée par l'édition précédente (2009-10) pour mesurer la valeur des biens durables, des bijoux et des œuvres d'art détenus par les ménages a été modifiée. Ce changement est intervenu afin de satisfaire les objectifs d'harmonisation des questionnements poursuivis par le dispositif européen HFCS (*sources*). En particulier, plutôt que d'évaluer l'ensemble de la composante « reste des actifs » par la différence entre le patrimoine total déclaré par les ménages et les composantes financière, immobilière et professionnelle, l'enquête intègre désormais une évaluation spécifique de ces actifs restants : voitures, autres véhicules possédés et autres types d'actifs restants.

Cette évolution a eu pour effet d'augmenter de manière significative la part de la composante « reste des actifs » dans le total des actifs déclarés par les ménages (de 4,7 % à 7,8 %) d'une enquête à l'autre, notamment parmi les ménages les plus modestes pour lesquels ce type de patrimoine a un poids particulièrement important : début 2015, les 10 % de ménages aux plus faibles patrimoines (D1) possèdent au maximum 4 300 euros si on inclut les véhicules, l'équipement de la maison, les bijoux et les œuvres d'art (respectivement 2 700 euros début 2010) contre 700 euros sinon (respectivement 900 euros).

Ainsi, les nouveaux indicateurs issus de l'enquête Patrimoine 2014-15 ne sont pas directement comparables à ceux des précédentes éditions et notamment à ceux de 2009-10. Cependant, en restreignant l'analyse du patrimoine à ses seules composantes immobilière, financière et professionnelle, il est possible de préserver la comparabilité des indicateurs d'inégalités et d'étudier l'évolution du patrimoine sur la période 2010-2015. Il sera dénommé ainsi « **patrimoine brut hors reste** ».

(voiture, équipement de la maison, etc.), les bijoux, les œuvres d'art et autres objets de valeur, soit tout ce qui relève du patrimoine matériel, négociable et transmissible. Le patrimoine brut médian, qui partage la population en deux, est tel que la moitié des personnes détiennent un patrimoine inférieur et l'autre moitié un patrimoine supérieur.

Patrimoine net : il s'agit du patrimoine du ménage net de l'endettement, soit le patrimoine brut, duquel ont été retranchées les sommes restant dues par le ménage au titre des emprunts qu'il a contractés pour des motifs privés (achat d'un bien immobilier, crédit à la consommation) et/ou professionnels.

Patrimoine professionnel : il s'agit de l'ensemble des actifs professionnels détenus par un ménage (terres, machines, bâtiments, cheptel, stocks, etc.), que ce dernier les exploite dans le cadre de son activité professionnelle ou pas. Dans ce dernier cas, les biens sont en général mis en location et deviennent des actifs de rapport. Si le ménage n'est propriétaire que d'une partie d'un actif professionnel, seule la part lui revenant en cas de vente est incluse dans son patrimoine professionnel.

Indice de Gini : il permet de mesurer le degré d'inégalité de la distribution des patrimoines pour une population donnée.

Il varie entre 0 et 1, la valeur 0 correspondant à l'égalité parfaite (tout le monde a le même patrimoine), la valeur 1 à l'inégalité extrême (une personne a tout le patrimoine, les autres n'ayant rien).

Rapport interdécile D9/D1 (resp. le **rapport interquartile Q2/Q1**) : il s'agit du rapport entre le seuil de patrimoine au-dessus duquel on appartient aux 10 % (resp. 50 %) des ménages les mieux dotés et le seuil de patrimoine au-dessus duquel on appartient aux 10 % (resp. 25 %) des ménages les moins dotés.

Bibliographie

- « Rapport annuel 2015 », Observatoire de l'épargne réglementée, juillet 2016.
- J. Accardo, R. Coppoletta-Solotareff, A. Ferrante, M. Romani, « La détention d'actifs patrimoniaux début 2015 », *Insee Références* « Les revenus et le patrimoine des ménages », édition 2016.
- R. Coppoletta-Solotareff, A. Ferrante, M. Romani, « Le patrimoine des ménages début 2015 : repli des valeurs risquées au profit des produits sécurisés », *Insee Première* n° 1574, novembre 2015.
- H. Chaput, K.-H. Luu Kim, L. Salembier et J. Solard, « Les inégalités de patrimoine s'accroissent entre 2004 et 2010 », *Insee Première* n° 1380, novembre 2011.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, C. Lesdos-
Cauhapé, V. Quénechdu, H. Valdelièvre
Maquette : RPV
Impression : Jouve
Code Sage IP161621
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2016

• **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
www.insee.fr/collections-nationales

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier :
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

